

**Discours de Son Excellence
Miguel Oyono Ndong Mifumu**

Mesdames et messieurs,

Chers amies et amis de la Guinée Equatoriale,

Je vous remercie d'honorer de votre présence cette célébration du 50^e anniversaire de l'Indépendance de mon pays, la République de Guinée Equatoriale. Notre Indépendance a été proclamée le 12 octobre 1968.

Avec cette commémoration, nous autres, Equato-Guinéens, réaffirmons les valeurs d'unité, de paix et de justice qui ont guidé les leaders et martyrs de cette noble cause. Et qui, cinquante ans plus tard, demeurent des valeurs phares de la Nation.

Cinquante ans, à l'échelle humaine, ce sont des noces d'or. Cinquante ans à l'échelle d'un Etat, cela permet de mesurer le chemin parcouru.

En ce soir de fête qui nous unit, je souhaite partager avec vous ce cheminement.

Tout a commencé en 1471 quand l'explorateur portugais Fernao do Poo a découvert ce qui allait devenir l'île de Bioko où se situe aujourd'hui notre capitale, Malabo.

Cette île est restée sous contrôle portugais jusqu'en 1778, date à laquelle elle a été cédée aux Espagnols.

La partie continentale du pays, située à cheval entre le Cameroun et le Gabon, est, elle, passée sous domination espagnole en 1900.

Cette colonisation a duré 200 ans, deux siècles, qui nous ont laissé comme principal héritage la langue et la culture espagnoles. Nous sommes le seul pays hispanophone d'Afrique, ce qui nous confère indéniablement une identité particulière.

Malgré les martyrs, notre processus de décolonisation a été plutôt pacifique. Parce qu'il a découlé d'une négociation avec l'Espagne, sous l'impulsion du Comité de décolonisation des Nations Unies. Et non d'un conflit.

Mais malgré cette exemplarité dans la séparation, le pays s'est trouvé bien démuné au lendemain de son

Indépendance. L'Espagne avait certes renoncé à sa tutelle mais elle nous a abandonné du jour au lendemain, sans ressources humaines ni infrastructures pour nous permettre de voler de nos propres ailes.

Ce n'était pas là le seul drame qui nous attendait. Francisco Macias a été librement élu Président de la République en septembre 1968 et le pouvoir lui a été transféré par les Espagnols le 12 octobre de la même année.

A peine cinq mois plus tard, le 5 mars 1969, le ministre des Affaires étrangères de Francisco Macias, qui s'appelait Atanacio Ndong Miyone a fomenté une tentative de coup d'Etat.

Il était soutenu par des intérêts coloniaux espagnols. Ces événements tragiques ont précipité mon pays dans une dictature qui a duré onze longues années... de ténèbres.

Mesdames et messieurs,
mes amis,

C'est avec une émotion certaine que j'aborde cette phase sombre et mortifère de l'Histoire de mon pays.

Francisco Macias a en effet instauré un régime sanglant qui a coûté la vie à nombre de mes concitoyens. Il a interdit les partis politiques, à l'exception du sien, a emprisonné et fait exécuter des centaines de dissidents. Il a aussi arrêté ou expulsé les enseignants et les prêtres qu'ils soient espagnols ou équato-guinéens. Cela a entraîné la fermeture des écoles et des églises.

Les Equato-Guinéens ont fui par milliers.

Alors, aujourd'hui, quand on juge la Guinée Equatoriale, je voudrais, je vous demande, de vous souvenir d'où nous venons et d'avoir en mémoire la tragédie humaine, politique et économique qui a frappé mon pays. Dans l'indifférence de la communauté internationale.

J'ai coutume de dire que nous sommes venus au monde deux fois : une première fois le 12 octobre 1968 et une seconde fois, le 3 août 1979.

Car Oui, c'est bien le coup d'Etat du 3 août 1979, dirigé par Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, officier supérieur, qui a libéré le pays de la dictature et lui a permis de rejoindre le 20^e siècle.

Sachez que chez nous, un libérateur ne sera jamais considéré comme un dictateur...

Vous savez, il en a fallu du courage à ce groupe d'officiers, réunis en Conseil militaire, pour déposer le tyran. Leurs premières mesures ont été d'urgence : rétablir l'ordre et la loi, et assurer la transition jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle Constitution démocratique.

Puis, en 1982, les Equato-Guinéens ont démocratiquement élu le Président Obiang à la magistrature suprême.

Il a aussitôt initié un processus de réconciliation nationale et de développement s'articulant autour d'axes majeurs : l'éducation, les infrastructures, la santé, le développement social ainsi que le volet politique.

La découverte, miraculeuse, d'importants gisements de pétrole en 1995 a donné le coup d'envoi du décollage économique de la Guinée Equatoriale et rendu cette ambition possible.

Le volet le plus abouti sont les infrastructures publiques : routes et autoroutes, aéroports, ponts, ports, centrales,

logements sociaux, hôpitaux... Pendant deux décennies, la Guinée Equatoriale a été un chantier à ciel ouvert.

Contrairement à ce que l'on peut entendre chez nos détracteurs, le volet social a toujours été primordial.

Il a fallut bâtir en un temps record un système de santé, un système éducatif incluant des écoles primaires, des écoles secondaires, des universités, des centres de formation professionnelle. La route est longue mais nous avançons.

Enfin, le volet politique. Le Président Obiang a introduit le multipartisme dès 1992 en reconnaissant l'existence et l'utilité de douze formations politiques.

Aujourd'hui, nous comptons une vingtaine de partis politiques et plus de 80 associations de la société civile.

C'est dans ce cadre que nous avons organisé des tables rondes avec toute l'opposition à six reprises ces dernières années.

Le Dialogue est et restera notre credo.

Aujourd'hui, comme tout un chacun peut le constater, la Guinée Equatoriale est un pays politiquement stable où la

paix sociale règne. C'est pour cette raison qu'il n'y a pas d'Equato-Guinéens parmi les migrants qui tentent, au péril de leur vie, de rejoindre l'Europe.

Nous réaffirmons, et j'insiste sur ce point, notre volonté d'avancer sur les questions des libertés et des droits de l'homme.

Notre marge de progrès demeure réelle. Nous le savons. Mais nous n'avons pas besoin de bonnes consciences pour nous le rappeler.

Aujourd'hui, il n'y a plus de détenus politiques en Guinée Equatoriale. En effet, nous avons amnistié ou gracié toutes les personnes qui avaient été condamnées pour des raisons politiques ainsi que tous les détenus de droit commun ayant ou ayant eu des activités politiques...

Donc, aujourd'hui, personne ne peut se prévaloir d'être en exil politique à l'étranger... si ce n'est de son plein gré.

Là encore, je demande que l'on juge aussi la Guinée Equatoriale sur ses acquis et ses progrès et pas seulement sur son passé.

Au sujet de notre politique extérieure, la Guinée Equatoriale a su développer une diplomatie active qui est aujourd'hui reconnue en Afrique.

A l'Indépendance, nous étions isolés au milieu des pays francophones d'Afrique Centrale. C'est devenu le chantier majeur de notre diplomatie : nous intégrer à ce bloc.

Dans les faits, cela s'est traduit par l'adoption du franc CFA en 1985, par le rattachement à la Francophonie en 1989 et par l'adoption du français comme deuxième langue officielle.

Depuis, la Guinée Equatoriale a étendu son rayon d'action diplomatique. A la CEMAC et à son rôle au sein de l'Union Africaine bien sûr.

Plus globalement, mon pays se veut l'ardent promoteur d'une coopération Sud-Sud.

Nous avons également créé le Prix international Unesco-Guinée Equatoriale. Il prime, tous les deux ans, des scientifiques contribuant à améliorer la qualité de la vie.

Ainsi qu'un fond fiduciaire de 30 millions de dollars au sein de la FAO pour la sécurité alimentaire en Afrique.

Enfin, nous débloquons régulièrement des budgets d'urgence pour les pays africains en situation de crise ou de catastrophe naturelle.

Bien sûr, mondialisation oblige, nous avons noué des relations de partenariat avec d'autres pays tels que les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Turquie, la Corée du Sud, le Brésil ou les pays du Golfe Persique.

Vous l'aurez compris, en filigrane, je veux en venir aux relations entre la Guinée Equatoriale et la France.

Soyons honnêtes, elles ne sont pas ce que nous aimerions qu'elles soient. Ni ce qu'elles ont été dans le passé.

A cette chère amie, la France, je dis aujourd'hui que nous comptons sur elle plus qu'hier car il est rare une amitié qui dure. Et que l'amitié appelle un dialogue franc et transparent.

Mais c'est avec dépit et tristesse que j'observe que ces relations jadis fructueuses sont en berne, plombées semble-

t-il par des dossiers judiciaires et les intrigues d'obscurs intérêts.

Je ne puis me résoudre à ce que nos chemins se séparent ni à cet éloignement qui est devenu le nôtre.

Donc une nouvelle fois, sur instruction du Président Obiang, la Guinée Equatoriale en ce soir de fête tend la main à son partenaire, à son amie, la France.

Normalisons nos relations. Rétablissons ensemble un climat de confiance ; construisons un avenir reposant sur les intérêts communs et les bénéfices mutuels.

Parlons-nous en toute franchise !

Mesdames et Messieurs, je vous remercie pour votre attention.